

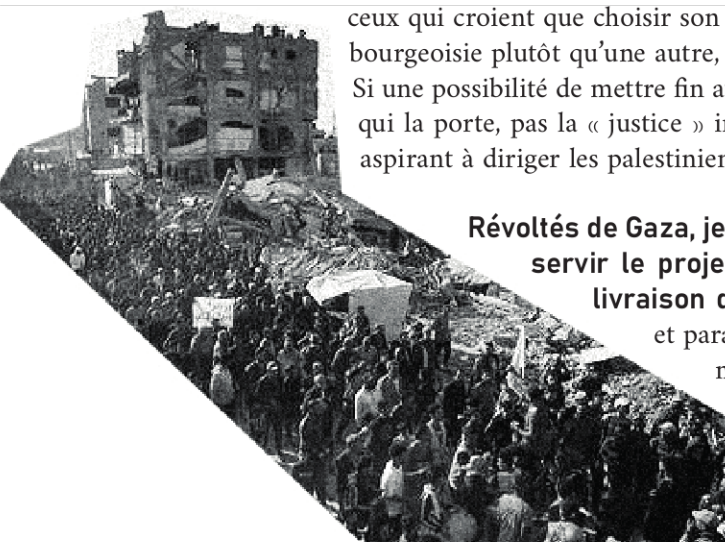


Depuis plusieurs mois, les flics fédéraux qui font la chasse aux migrants ont carte blanche pour employer des méthodes de plus en plus brutales. Le gouvernement espère ainsi expulser 1 million de personnes par an. Ils ratissent large et vont chercher les gens chez eux, au travail, dans la rue et dans les administrations et sont immédiatement expulsés. Les rafles massives se multiplient, sauf que désormais elles rencontrent une résistance de ceux qui n'ont plus grand chose à perdre... D'abord à Minneapolis où les gens se sont interposés lors d'une de leur sales opérations, puis à Los Angeles- où le vendredi 6 juin la population s'est massivement opposée à une de leurs descente. Ils ont stoppé les cars de personnes raflées, ont bloqué les routes et les centres de détention pour empêcher les déportations. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les manifestants tiennent encore des barrages et affrontent courageusement les flics malgré une forte répression. Ils font face à l'Etat avec la mobilisation de la triste Garde nationale et des Marines, aux pacificateurs de tout bords qui veulent contenir la colère et à l'instauration d'un couvre-feu à L.A. Entre blocages de routes, manif où les voitures autonomes prennent cher, affrontements, attaques de bureaux ICE et pillages de nuit, ils s'organisent pour bloquer la machine à expulser. Des rassemblements et manif ont eu lieu dans d'autres villes du pays - New York, Chicago, Seattle, Denver, San Francisco, Atlanta - en réponse au mouvement. Le souvenir des émeutes après le meurtre de George Floyd en 2020 n'est pas loin, faites comme eux, ne tendez pas l'autre joue! Gardons un œil sur ce qui se passe là-bas, car le climat social de la première puissance mondiale est explosif. **Ce n'est qu'un début ! Fuck the ICE, all the cops, the states and the exploitation ! Solidarity !**

Après plus de 18 mois de destruction et de massacre, la situation à Gaza est chaque jour pire que la veille. Pourtant malgré la famine, le risque permanent d'être tué, l'humiliation d'être déplacé chaque jour, le désespoir et la peur de l'anéantissement total, les gazaouis continuent de se rebeller contre leurs oppresseurs et leurs assassins. Malgré le contrôle total de l'information exercé par les israéliens mais aussi la répression que continue à mener le Hamas, des récits de révolte, aussi petites soient elles continuent à nous parvenir. Comme depuis plusieurs jours où les gazouis refusent les humiliantes modalités de distribution d'« aide humanitaire » (parqués pendant des heures dans des couloirs grillagés pour recevoir des rations très insuffisantes) et ont d'abord pris d'assaut ces centres qui sont depuis devenus la cible des soldats israéliens qui n'hésitent pas à tirer sur les foules affamées... Comme à Beit Lahia où des manifestations s'organisent depuis plusieurs semaines contre la guerre, les déplacements forcés, l'armée israélienne mais aussi, bravant la répression des deux côtés, contre ceux qui prétendent les diriger et les représenter. Leur courage ne trouve ici que l'indifférence ou le mépris de ceux qui croient que choisir son camp c'est choisir un état (aussi faible soit il), plutôt qu'un autre, une bourgeoisie plutôt qu'une autre, un assassin plutôt qu'un autre.

Si une possibilité de mettre fin au massacre existe c'est ceux qui luttent qui la portent, c'est notre classe qui la porte, pas la « justice » internationale, les Etats arabes ou une quelconque fraction bourgeoise aspirant à diriger les palestiniens.

Révoltés de Gaza, jeunes insurgés à Jénine ou Naplouse, israéliens refusant d'aller servir le projet criminel de leur état, dockers de Fos sur mer sabotant la livraison d'armes vers Israël... Face à une situation en tout point terrifiante et paralysante, quelques actes en forme d'exemple doivent nous rappeler que même dans la pire des situations, des prolétaires trouvent des moyens de s'organiser et s'insurgent contre les conditions qu'on leur impose. Partout, nous faisons le choix du camp de ceux qui se révoltent contre leurs oppresseurs quels qu'ils soient.



**VOUS POUVEZ RETROUVER LE TIRE AU FLANC SUR LE SITE : LOUKANIKOS.NOBLOGS.ORG
POUR NOUS CONTACTER PAR MAIL C'EST : TIRE-AU-FLANC@RISEUP.NET**

JUN 2025

TIRE AU FLANC



CONTRE LA GUERRE / CONTRE L'EXPLOITATION

DES CANONS OU DES ALLOCATIONS ??

L'arrêt du soutien inconditionnel américain à l'Ukraine qui annonce un changement général de la politique de défense US, et donc européenne, a fini de relancer le discours militariste sur le vieux continent. Les dirigeants européens avaient à peine fini de s'indigner de la « trahison » du protecteur américain que les cartes bancaires avaient déjà commencé à chauffer ! Des canons par centaines, des fusils par milliers : l'heure est au réarmement européen !

Derrière les sueurs froides de façade, on se frotte sans doute les mains dans les palais gouvernementaux et les bureaux des constructeurs d'armes. On entre désormais dans l'économie de guerre mais bien sûr « sans augmentation d'impôt »... Une tendance se dégage bien fortement par contre, on va prendre dans la poche des prolos pour mettre dans celle des industriels de l'armement, mais bien français cette fois ci ! Les bourses ne s'y trompant pas, les actions des vendeurs de mort ont explosé ! Bien sûr la gauche, des Verts à la CGT en passant par le PS s'engouffre dans le filon en appelant à une politique de réindustrialisation et à des créations d'emploi. La solution aux plans sociaux est toute trouvée, comme à la Fonderie de Bretagne à Caudan, faisons construire des obus aux métallos licenciés ! En réalité c'est un chantage en vue de relancer les profits des capitalistes européens. D'un côté en appeler à l'effort national pour faire accepter la destruction des quelques miettes de redistribution sociale qu'on avait encore (chômage, retraite, rsa...), nous poussant ainsi à travailler plus tard, plus longtemps, dans des emplois plus mal payés. De l'autre, faire le pari qu'une relance de la production d'armement entrainera une réindustrialisation plus générale en Europe et donc de nouveaux débouchés pour les capitalistes. Mais toutes ces armes qu'on va fabriquer, à un moment il va bien falloir les utiliser...

QU'EST-CE QU'ON FERAIT PAS POUR SAUVER DES EMPLOIS ?

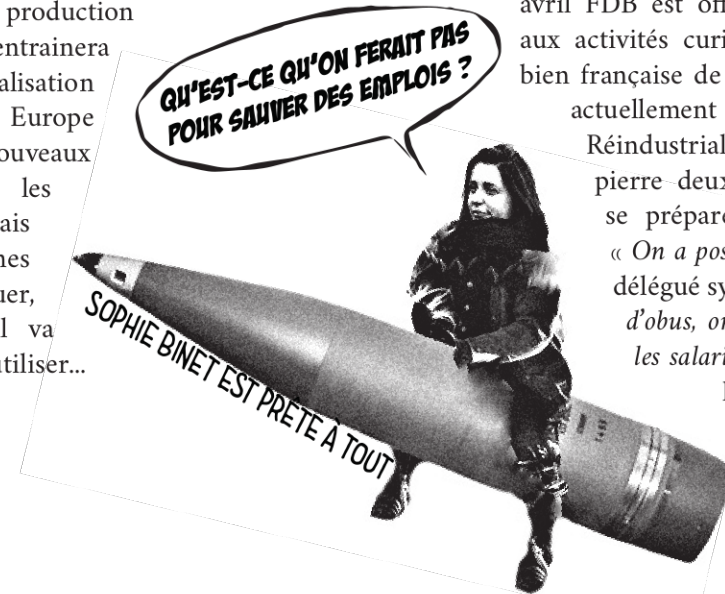
SOPHIE BINET EST PRETE A TOUT

« Effort de guerre », effort pour les prolétaires et guerre pour les prolétaires. Parce qu'on va pas déconner, c'est pas les gosses de ministres et autres bourgeois qui vont aller ramper dans les tranchées. Refusons ce projet qu'ils nous préparent, il est grand temps de tout faire péter, plus que jamais soyons des tire-au-flanc !

À CHOISIR JE PRENDS LE CHÔMAGE...

C'est le clap de fin aux Fonderies de Bretagne, fin fleuron de l'industrie automobile française, gros employeur du pays de Lorient et bastion de la CGT. L'hiver dernier FDB déposait le bilan et Renault, son principal client, annonçait changer de cap vers des pièces moins chères en Turquie et dans la péninsule Ibérique. Coup dur donc pour les 300 salariés qui craignent de perdre leurs emplois. La CGT monte au créneau et très vite FDB devient un symbole de la lutte pour le sauvetage de l'industrie française et le rêve de la réindustrialisation nationale partagé par tous les affameurs et nationalistes du pays. Le slogan principal : « *Fondeurs oui ! Chômeurs non !* » évidemment applaudi par le patronat et les élus locaux, en général c'est mauvais signe...

Finalement la lutte paie comme dirait l'autre, car fin avril FDB est officiellement reprise par un investisseur aux activités curieuses. En effet Europlasma, entreprise bien française de traitement de déchets dangereux, surfe actuellement sur le marché juteux de la guerre. Réindustrialisation et réarmement font d'une pierre deux coups et nos fondeurs doivent donc se préparer à produire 24.000 obus...par jour. « *On a posé nos conditions*, se félicite Maël Le Goff, délégué syndical de la FDB. *S'il veut produire autant d'obus, on est prêts, mais il est nécessaire de garder les salariés déjà présents* ». Promesse tenue, aucun licenciement, tout le monde est content. La CGT, Sophie Bidet en tête, se félicite de pouvoir produire des outils de morts en quantité massive.



Est-ce si étonnant finalement quand leurs revendications principales sont celles de la défense coûte que coûte des emplois, de l'exploitation française, défendues autant par LFI que RN, de la CGT jusqu'au MEDEF. Travaillisme et nationalisme sont deux piliers du capitalisme et de la guerre, ils ont apparemment de beaux jours devant eux.

« *Le canon ou les allocations, il faudra choisir* », titrait récemment une chaîne d'info en continu. « *Aujourd'hui, on a le choix entre les obus ou le chômage !* » dixit un employé de la FDB. Les ouvriers se retrouvent alors piégés dans ce chantage immonde, orchestré par les bien nommés « partenaires sociaux » de la CGT, l'Etat, et les patrons. Sacrifier les quelques miettes qu'on nous lâche au nom de l'effort national, accepter de fabriquer des engins de mort ou bien risquer de perdre nos gagne-pains. Doit-on accepter de participer à cette économie mortifère par nécessité ? Certains ne le voient pas de cet œil. Des ouvriers de Volkswagen en Allemagne appellent à lutter contre la transformation de leur usine vers la production d'armement. Voici un extrait de leur appel : « Des armes seront-elles bientôt produites par VW pour tuer les travailleurs de l'ancienne usine VW de Kalgula en Russie, ou seront-elles préparées pour tuer nos collègues en Chine ? Nous ne le savons pas. Mais ce que nous savons, c'est que les dirigeants et les personnes fortunées s'en moquent, l'essentiel c'est de faire des bénéfices. Pas nous, le personnel, en tout cas [...] Résistez à la production d'armes et à la mort. Notre terre et notre patrie sont internationales ! ». Comme un rappel qu'il existe d'autres possibilités que la compromission et la collaboration avec les bourgeoisies va-t-en-guerre. Ici ou ailleurs certains luttent afin de se débarrasser pour toujours de ce système qui nous donne ici le choix entre les obus et le chômage, et où ailleurs ne propose que la mort.

**TIRE-AU-FLANC
DE TOUS LES PAYS
UNISSONS-NOUS !**



L'EMPIRE

NOUVELLE ARCHITECTURE DE LA REPRESSION

Le gouvernement martèle des annonces plus répressives les unes que les autres au sujet du projet de réforme en profondeur des institutions judiciaires et carcérales. Les matons du monde marchand ont des rêves plein la tête en matière d'enfermement : les pauvres en prison, les révoltés en prison, les enfants délinquants en prison, les délits mineurs en prison. L'idée de limiter les promenades à 5 détenus maximum, de priver d'activité, de réduire les possibilités de bosser déjà rares, de réduire l'accès de la défense aux dossiers, de construire 15000 places de prisons d'ici 2027, de supprimer le sursis ou encore de faire payer aux prisonniers leur détention !

Depuis plus de cinquante ans - sous des gouvernements de gauche comme de droite - ce carnaval sécuritaire étend sans cesse le nombre d'actes transformés en délits, entraînant des peines de plus en plus lourdes. La population entaulée ne fait que croître de manière exponentielle et délirante - en France on passe de 29 500 en 1971 à 96 000 en 2025 (dont plus de 82 000 emprisonnés)! Cet société dégueulasse pour pouvoir fonctionner et garantir une stabilité aux investisseurs, doit enfermer une partie toujours croissante de sa population. Si le nombre de prisonniers a plus que triplé en France, cette dynamique répressive se retrouve dans de nombreux pays après la période d'agitation révolutionnaire intense des années 60-70. Quelle que soit la gueule de la période, de la lutte des classes, de la violence sociale, le prolétariat doit faire face à cette écrasement organisé. Dans un

monde capitaliste toujours en crise, qui assure lui-même que demain sera toujours pire qu'aujourd'hui - et maintenant où la guerre entre bourgeoisies est à l'ordre du jour plus que jamais - rien de tel qu'un «raidissement général» pour mettre au pas une économie en déclin et neutraliser les révoltes à venir en France. Quand le capitalisme n'a plus rien à offrir et que s'organise la fin de l'Etat providence, il s'agit de forcer les prols à se soumettre à une

CARCERAL

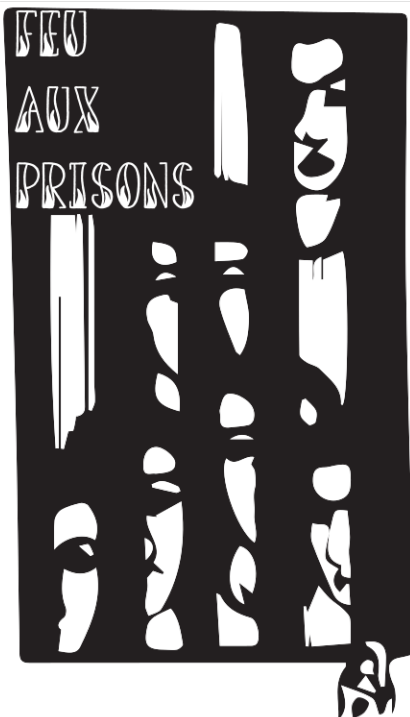


vie misérable et à des conditions d'exploitation de plus en plus brutales ou à purger une peine entre 4 murs. La bourgeoisie prépare tout le monde à encaisser une répression terrible en multipliant des «lois d'exception» bientôt élargies à tous les délits.

Cette année, grâce au nouveau projet de lutte contre le narcotrafic, on nous promet des «super-prisons» pour parquer les «méga-vilains» et une transformation du régime carcéral sur ce qu'ont produit de pire l'Espagne et l'Italie contemporaine : le modèle Fies et le 41bis. L'objectif du «carcere duro» qui inspire Darmanin et consorts, c'est l'isolement maximal des prisonniers en les privant de tout contact physique. Aucune possibilité de parler à un autre être humain, banalisation des audiences en visio-conférence, parler avec plexiglas et hygiaphone, grilles sur les fenêtres pour empêcher le yoyo, toujours plus de nouveaux joujous technologiques pour empêcher l'utilisation des téléphones et les livraisons par drones et mieux scanner les allées et venues des visiteurs. Ce qui signifie également plus de tabassage, de censure, de privation pour casser les récalcitrants. Ce sadisme débordant s'inscrit dans un projet plus large de refonte de la prison ; c'est une véritable transformation de l'arsenal judiciaire qui est visé avec pour soubassement la légalisation de la torture. La construction de nouveaux établissements rend enfin possible une modulation fine de l'incarcération suivant les critères arbitraires de l'administration. Pour les uns, des prisons de haute sécurité en quasi-autarcie et des «prisons en kit» avec des régimes de semi-liberté et de conditionnelle pour les autres qui font les moutons et collaborent avec l'Administration Pénitentiaire. Il est affirmé la volonté de durcir les conditions d'enfermement déjà horribles, en retirant les droits gagnés par les luttes de prisonniers (qui

encadrent la détention en France et en Europe) dans ces super-prisons. Dorénavant l'AP aura la possibilité de décider de la qualité et la dureté du régime carcéral ainsi que sa durée effective (par l'octroi ou non de grâces). En définitive on lui accorde un droit de vie ou de mort sur le détenu puisqu'elle a tout le pouvoir nécessaire pour le pousser au suicide ou le détruire psychologiquement. C'est une volonté de modifier toute la vie des prisonniers, le rapport aux autres à l'intérieur et à l'extérieur de la prison, que ce soit dans les parloirs, les rapports avec l'avocat, le courrier, la famille... mais aussi avec l'ennemi qui nous emprisonne. La lutte collective pour des conditions de détention moins pourries aujourd'hui, c'est déjà rare. S'organiser entre détenus et avec l'extérieur quand l'isolement est maximal, c'est plus que tendu, alors s'évader... ça sera mission impossible.

Ce qui se passe en prison n'est que le reflet de ce qu'il se passe dehors. Même si les régimes d'exception et les prisons spéciales, ça n'est pas nouveau, ce qui se joue là c'est le prélude à un durcissement sécuritaire à l'ensemble des taules, des lieux de taf, d'enseignement, qui s'étend à toute la vie et à tout le monde. Pourquoi la critique de la prison est elle devenue quasiment inaudible et pourquoi les luttes contre le système carcéral ont quasiment disparu ? Comment se fait-il que les dernières vagues de mutineries dès la première semaine de confinement n'ont pas été soutenues et ont pu être écrasées dans un silence assourdissant? N'y a-t-il donc plus que les



patrons du narcotrafic qui sont prêts à s'affronter directement à l'Etat et foutre la pression sur les matons et autres gérants de taule ? Lutter contre l'exploitation c'est lutter contre la prison, avec les détenus qui résistent et s'organisent et au-dehors avec les révoltés qui attaquent. Feu aux prisons, aux entreprises et à l'Etat qui les construit, liberté pour tous les taulards.